

Virginie Van Ingelgom

## **Intégrer l'indifférence : une approche comparative, qualitative et quantitative, de la légitimité de l'intégration européenne**

Thèse présentée pour l'obtention du grade de docteur de l'Institut d'Etudes Politiques de Paris en science politique spécialisation sociologie politique et politiques publiques et de docteur de l'Université catholique de Louvain en sciences politiques et sociales

Codirigée par Sophie Duchesne (CNRS, CEE) et André-Paul Frogner (ISPOLE, UCLouvain)

Soutenue le 28 mai 2010,  
Mention très honorable avec les félicitations du jury

### **Jury :**

**M. Renaud DEHOUSSE** (Président), Professeur des Universités, Centre d'études européennes, Sciences Po

**M. Lieven DE WINTER**, Professeur ordinaire, Centre de Science Politique et Politique Comparée, Université catholique de Louvain

**M. Juan DIEZ MEDRANO** (Rapporteur), Professeur, Institut Barcelona d'Estudis Internacionals, Universitat de Barcelona, Espagne

**Mme Sophie DUCHESNE** (Co-directrice), Directrice de recherche au CNRS, Centre d'études européennes, Sciences Po

**M. Adrian FAVELL** (Rapporteur), Professeur, Afdeling for Europastudier, Arhus Universiteit, Danemark

**M. André-Paul FROGNIER** (Co-directeur), Professeur ordinaire, Institut de Science Politique Louvain-Europe, Université catholique de Louvain.

**M. Jacques HERMAN**, Professeur, Institut de Science Politique Louvain-Europe, Université catholique de Louvain

### **RESUME**

---

Partant des débats actuels, à la fois scientifiques et politiques, cette recherche doctorale aborde la question de la légitimité politique dans le cas de l'intégration européenne. Si la légitimité politique n'est pas un concept nouveau de la science politique, cette notion a connu un regain d'intérêt au cours des deux dernières décennies dans le cadre de réflexions sur la démocratie, la gouvernance ou encore la 'crise' de légitimité au niveau européen, échelon sur lequel se concentre notre travail. Notre thèse repose sur une approche sociopolitique de la légitimité, étudiée en dehors de considérations normatives. Nous nous intéressons plus exactement à la légitimité comprise comme l'acceptation par les citoyens ordinaires d'un ordre politique en changement, cette acceptation pouvant être plus ou moins consciente et active. La particularité de notre approche réside dans le fait que nous nous sommes efforcées de cerner cette problématique dans toute sa complexité analysant autant ses aspects actifs que latents. Par conséquent, elle contribue à l'étude actuelle des processus d'acceptation et/ou de résistance à l'égard du processus en cours et à sa possible politisation. En effet, la politisation de l'ordre politique européen est au centre de nombre de questionnements académiques. Dès lors, comprendre l'absence de saillance des enjeux européens pour une part grandissante de l'opinion publique revêt un caractère essentiel, tâche à laquelle cette thèse s'est attelée. Elle se concentre plus précisément sur l'indifférence des citoyens ordinaires.

Partant d'une revue de la littérature sur la légitimité européenne destinée à souligner certains de ses points faibles, la thèse propose dans un premier chapitre une synthèse des différents modèles théoriques et de légitimation qui ont été utilisés au fil de la construction européenne. La présentation de ces différents modèles sert de « toile de fond » pour comprendre comment les attitudes des citoyens à l'égard de l'intégration européenne ont été analysées. Ce premier chapitre montre comment, de simple spectateur, le citoyen a été construit comme un acteur clé du processus de légitimation de l'intégration européenne.

Grâce à une nouvelle analyse longitudinale des données Eurobaromètres (analyses de régression des moyennes, variances et kurtosis), les résultats du deuxième chapitre amènent à conclure que la principale limite des utilisations faites de la notion de soutien est de reposer sur une acception unidimensionnelle des attitudes des citoyens à l'égard de l'intégration européenne. Nous défendons au contraire l'idée que ces attitudes recèlent une plus grande complexité. L'évolution dans la période post-Maastricht ne peut être résumée par une augmentation de l'« euroscepticisme », en particulier parmi les catégories sociales les plus populaires. Ce chapitre conclut à la nécessité de prendre en compte la catégorie des citoyens indifférents ou indécis pour saisir la question de la légitimité de l'intégration européenne dans toutes ses composantes. La non-polarisation d'une part importante des citoyens est en effet un phénomène massif en particulier dans la période post-Maastricht.

Cependant, étudier cette catégorie non-polarisée de citoyens n'est pas sans poser des problèmes méthodologiques importants. Le troisième chapitre aborde la question des méthodes retenues en vue d'analyser la non-polarisation des citoyens ordinaires. Désirant contribuer au renouvellement des études des attitudes des citoyens à l'égard de l'intégration européenne, nous avons choisi de mettre en œuvre une méthodologie qualitative et exploratoire, tout en prolongeant l'effort de quantification des processus observés, dans le droit fil des études européennes. Notre travail adopte donc une stratégie de triangulation, qu'on désigne couramment sous le terme de *mixed-methods*. Nous justifions dans ce chapitre du choix de recourir au *focus group* comme outil d'enquête et détaillons notre design de recherche comparatif. 24 *focus groups* ont été réalisés dans le cadre du projet de recherche *Citizens Talking About Europe*<sup>1</sup> en Belgique (francophone), en France et en Grande-Bretagne. Ils permettent d'appréhender dans toutes leurs composantes les rapports des citoyens ordinaires à l'intégration européenne.

Le regard complémentaire porté grâce à l'utilisation de *focus groups* réalisés dans ces trois pays nous amène dans le quatrième chapitre à réfuter le postulat, sous-jacent à la thèse du « dissensus contraignant », déjà présent dans le modèle du « consensus permissif », d'une uniformité des attitudes nationales à l'égard de l'intégration européenne. Inspirée des avancées réalisées par Juan Diez Medrano dans son ouvrage *Framing Europe*, l'analyse systématique par codage de nos

---

<sup>1</sup> Le projet « *Citizens Talking About Europe* », initié par Sophie Duchesne et Florence Haegel, a été mené en collaboration étroite entre Sciences Po Paris, l'Université d'Oxford et l'Université catholique de Louvain. L'équipe de recherche, coordonnée par Sophie Duchesne (Centre d'Etudes Européennes de Sciences-Po), se composait à l'heure de la rédaction de cette thèse de Florence Haegel (Centre d'Etudes Européennes de Sciences-Po), Guillaume Garcia (Centre d'Etudes Européennes de Sciences-Po), Elizabeth Frazer (New College, Oxford University), André-Paul Frogner (Université catholique de Louvain) et de moi-même (UCL/Sciences Po). Pour plus d'informations sur le projet: [http://oxpo.politics.ox.ac.uk/projects/discussion\\_political/index.asp](http://oxpo.politics.ox.ac.uk/projects/discussion_political/index.asp) ou DUCHESNE, S. & VAN INGELGOM, V., Recherche en cours : « Comment les discussions deviennent politiques, lorsque des Français, des Anglais ou des Belges francophones parlent de l'Europe », *Politique européenne*, Vol. 24, Automne 2008. Pour une présentation récente des résultats de la recherche voir : DUCHESNE, S., HAEGEL, F., FRAZER, E., VAN INGELGOM, V., GARCIA, G. & FROGNIER, A.-P., « Europe between integration and globalisation. Social differences and national frames in the analysis of focus groups conducted in France, Francophone Belgium and the United Kingdom », *Politique européenne*, Vol. 30, Printemps 2010, pp. 67-106.

entretiens collectifs amène à confirmer que des publics différents ont des structures de perception, et donc d'évaluation, différentes à l'égard de l'intégration européenne.

Après avoir remis en cause l'uniformité des attitudes nationales à l'égard de l'Union européenne, le cinquième chapitre démontre que la pluralité de perceptions diffère non seulement d'un pays à l'autre, mais qu'elles peuvent également par ailleurs coexister au sein d'un même contexte national. Dans chacun des pays enquêtés, on observe la même croissance de la catégorie de citoyens n'exprimant ni soutien explicite, ni rejet du processus d'intégration. Dans le cadre de ce dernier chapitre, nous concentrons nos analyses sur les citoyens indécis ou indifférents en différenciant trois visages de non-polarisation : l'ambivalence, la distance et l'extériorité et le fatalisme, lesquels correspondent cependant, dans chacun des trois pays, à des *framing* différents.

En conclusion, l'ensemble de nos résultats nous conduit à interroger la pertinence de l'affirmation selon laquelle la permissivité telle que comprise dans le cadre de la thèse du « *consensus permissif* » a pris fin avec la ratification du Traité de Maastricht. Nous proposons une interprétation complémentaire, qui souligne que l'acceptation de l'ordre politique européen relève de deux logiques au moins. D'un côté, on assiste parmi les élites, entendues au sens large, tant politiques, qu'économiques, voire tout simplement les citoyens qui portent intérêt à ce qui se joue dans le champs politique, à une polarisation des opinions marquées par un déclin des opinions favorables et un renforcement des oppositions au processus d'intégration européenne, tendance soulignée et expliquée par le modèle du « *dissensus contraignant* ». D'un autre côté, on constate un renforcement de l'indifférence et/ou de l'indécision des citoyens profanes en matière politique face à ce même processus. Là où la première logique d'appropriation renvoie à un mode actif de consentement ou de rejet, la seconde relève d'un mode d'acceptation tacite actualisant le modèle du « *consensus permissif* » dont nous montrons qu'il n'a pas disparu dans l'ère post-Maastricht, même s'il s'est transformé au fil de l'intégration. A cet égard, la légitimité européenne doit être comprise comme étant, à la fois, directe et indirecte, dans un double processus. Elle doit être perçue comme l'extension et/ou la transformation de l'acceptation de l'ordre politique national. L'ensemble de nos résultats invite par conséquent à reconsidérer deux postulats communément perçus comme acquis, à savoir non seulement que l'Union européenne serait devenu un enjeu saillant pour les citoyens, mais aussi que les opinions publiques européennes se seraient polarisées.

Plus généralement, la conclusion de cette thèse invite à aborder la question de l'acceptation d'un changement dans l'ordre politique en s'intéressant non seulement au degré de soutien des citoyens au système politique européen et au type de soutien exprimé, mais également à son intensité. Si le contraste entre les périodes pré et post-Maastricht en termes de croissance concomitante des compétences de l'Union européenne et de publicisation des enjeux européens n'est pas remis en cause, la lecture basée sur le diptyque consensus permissif / euroscepticisme semble incomplète sinon erronée. En soulignant la complexité des dynamiques de politisation, cette thèse amène à relativiser la rupture du « consensus permissif » des citoyens. Ainsi, contrairement à ce qu'on a pu suggérer, il n'est pas évident que l'« humeur populaire » à l'égard de l'Europe et le niveau de dissensus des élites se répondent en miroir. La politisation des enjeux européens ne menant pas nécessairement à une polarisation des opinions des citoyens, nous soutenons qu'il convient d'intégrer l'indifférence dans toute réflexion portant sur la légitimité du processus d'intégration européenne.